

A l'initiative de la Mutuelle Saint-Christophe assurances

**« 2^{ème} vague du baromètre Limelight-Limite
de la vision des présidents d'associations, de fondations et
d'ONG sur les grands enjeux économiques, sociaux,
environnementaux. »**

Septembre 2010

Médias et instituts d'études interrogent régulièrement les dirigeants de grandes entreprises sur leur vision et leurs solutions en matière de sujets de société. Curieusement, alors que les associations, fondations et ONG ont un poids et une légitimité considérables sur ces questions, il est rare que l'on recueille l'opinion de leurs dirigeants. Certes, des instances telles que l'UNIOPSS ou le CNVA représentent le monde associatif, mais elles réunissent des centaines de milliers d'acteurs de tailles et de vocations très diverses. Comme dans le monde de l'entreprise, une quarantaine de grandes organisations associatives, « pesant » quelquefois plusieurs dizaines, voire centaines de millions d'euros de « chiffre d'affaires » et « employant » des milliers, voire des dizaines de milliers, de permanents et de bénévoles, occupent une place prépondérante sur la scène publique, tant en termes de capacité d'action que de poids dans l'opinion.

Depuis plusieurs années, l'institut d'études Limelight publie le « Baromètre de la vision des dirigeants des grandes entreprises du CAC40 ». En 2009, sur une idée de l'Agence Limite et avec le soutien de la Mutuelle Saint-Christophe assurances, assureur et gestionnaire des risques de nombreuses associations et fondations (Secours Populaire, Fondation des petits frères des Pauvres, Secours Catholique...), Limelight et Limite ont soumis les dirigeants des grandes ONG françaises à la même méthodologie qualitative pour identifier leurs perceptions et leurs attentes relatives aux grands enjeux actuels.

Dans un contexte international et social mouvant, la vague 2010 de ce baromètre confirme plusieurs tendances fortes de l'étude 2009, notamment en ce qui concerne les comparaisons entre « patrons » des entreprises du CAC40 et présidents des 40 principales associations. La différence majeure entre ces deux catégories de « patrons » réside dans la capacité à être en prise avec la vie réelle, que les dirigeants de grandes entreprises se reconnaissent comme faible, alors que les dirigeants associatifs sont en forte capillarité avec les difficultés de la vie quotidienne, en France et dans le monde.

Il met aussi en évidence plusieurs évolutions significatives de la vision de ces grands acteurs et les résume dans une série d'indices, dont le plus révélateur est l'indice de confiance annuel, qui continue de s'affaïsser fortement, en particulier en ce qui concerne le contexte économique : la majorité d'entre eux sont convaincus, et même « résignés », que la crise économique va se poursuivre et s'aggraver, ce qui a pour leur organisation la double conséquence d'augmenter les demandes vis-à-vis de leur organisation et de provoquer l'effondrement des subventions publiques au tiers-secteur, même si la confiance des dirigeants associatifs reste forte quant à la capacité de leur organisation à poursuivre son action.

Points clés de la comparaison entre dirigeants d'entreprises et d'associations :

1) Nécessité de la professionnalisation et introduction de la culture de la performance, du résultat, de la compétition et de l'évaluation :

- chez les patrons d'associations (unanimes) : un processus douloureux, une difficulté à changer de culture, des évolutions mal acceptées par les troupes, la pénurie de professionnels de haut niveau acceptant les salaires du tiers-secteur, le tarissement du bénévolat

- chez ceux du CAC40 : pas de problème de ce côté-là, à part, pour une minorité, les difficultés à recruter de nouveaux talents et des doutes sur les conséquences de la course à la rentabilité

2) Engagement :

- chez les patrons associatifs : constat de la baisse du militantisme, de la volatilité croissante des engagements, avec les difficultés de fonctionnement que cela induit à terme pour leur organisation

- chez ceux du CAC40 : la seule problématique d'engagement est celle de la RSE (responsabilité sociale d'entreprise)

- pour les deux catégories, de façon quasi unanime : le constat – et le regret – d'un repli de l'engagement et de la responsabilisation des acteurs publics et politiques, notamment concernant les risques que la mondialisation fait émerger

3) Contexte économique :

- chez les patrons du CAC40 comme associatifs : un grand pessimisme sur le fait que la sortie de la crise n'est pas en vue et qu'il va leur falloir une grande capacité d'adaptation

- dans le cas des dirigeants d'associations, fondations et ONG : une large majorité attend le soutien des pouvoirs publics pour faire face aux conséquences de la crise, dont leur organisation doit assumer l'impact tout en voyant ses ressources se réduire

- dans le cas des patrons d'entreprises : une relative majorité d'entre eux considère qu'ils vont devoir réviser leur business modèle. Mais il est vrai que, dans le cas de nombreuses entreprises et groupes, les effets de la crise sont amortis par le maintien de la croissance en Asie par exemple, et que son impact se traduit en termes de « manque à gagner » et non pas, comme pour les associations, de demande accrue.

4) Développement durable :

- les deux catégories de dirigeants sont convaincus que nous vivons une mutation écologique planétaire et aux conséquences durables, même si ceux du CAC40 se sentent davantage le devoir d'y répondre

- il y a chez les dirigeants associatifs une méfiance vis-à-vis de la dimension environnementale du développement durable, qui d'une part occulte l'importance de leur cause, le plus souvent de caractère social et, d'autre part, ajoute des charges à leur fonctionnement

- alors que les dirigeants d'entreprises sont, eux, unanimes pour voir dans le développement durable des sources d'opportunités et de croissance pour demain